



CGT ANPE/POLE EMPLOI 13

libres, responsables, syndiqués

GREVE DU 19 MARS, 27% en PACA

« **Lorsqu'il y a une grève en France, on ne s'en aperçoit plus** » *Sarkozy, président de la république*

6 kms de cortège à Marseille; selon la police, 30 000 manifestants, pour ceux qui y étaient, on vous laisse apprécier...

« **J'écoute les Français tous les jours, ceux qui ont manifesté aujourd'hui et qui étaient nombreux, qui expriment une inquiétude qui est légitime face à une crise mondiale, (...) mais j'écoute aussi ceux qui, plus nombreux, n'ont pas manifesté** » *Fillon, 1^{er} ministre*

Sondage BVA: 83% des salariés du privé soutiennent la grève, 92% dans le public et même 53% chez les sympathisants de l'UMP...et c'est nous qui sommes traités d'autistes?

La grève est un droit, mais combien de salariés peuvent-ils se permettre de la faire sans subir de pression de leur hiérarchie ou mettre en péril leur budget?

La crise, c'est eux, la solution, c'est nous; c'est à eux d'être inquiets...

« **Est-ce bien utile de le dire ainsi** » *Parisot, présidente du MEDEF*

Tous les syndicats, toutes les structures sociales, les associations, les services publics en général sonnent l'alerte d'une dégradation sans précédents des droits, un déni de démocratie manifeste et dénoncent une politique de coercition qui stigmatise les populations les plus pauvres (chômeurs, immigrants, patients sans mutuelle, sans papiers,...) depuis une dizaine d'années, voire plus.

De nombreux économistes, universitaires, ont publié des études/analyses/articles alarmistes sur la situation économique et le danger d'une société 'boursicotière' de financiarisation des profits au détriment de l'investissement et d'une juste répartition des richesses (augmentation de 10% des richesses en 20 ans, perte de 10% du pouvoir d'achats pour les salariés).

« **Ce n'est pas le moment** » *Deflesselles, député BDR*

Mieux vaut faire grève quand tout va bien...?

« **Ils ont fixé la date de leur journée d'action avant le sommet social du 18 février** » *Juppé, ex-premier ministre*

Le 29 janvier, la rue s'est exprimée, l'intersyndicale a porté des revendications, aucune n'a abouti.

Le principe d'un préavis est de laisser le temps à la négociation de s'installer et d'aboutir.

Les propositions faites ne sont pas suffisantes, donc l'appel est maintenu...cqfd

« **Ce n'est pas la rue qui gouverne** » *Raffarin, ex-premier ministre*

Guadeloupe, Martinique, La réunion, CPE, etc...tous les droits sociaux ont été acquis par le rapport de force et rappelons quand même que c'est en majorité elle qui vote!

« **Attention, ne pas réfléchir fait voter à droite** »

Jules-Edouard Moustic, journaliste au Groland

QUI FAIT DE LA PROPAGANDE ?